

COMMENTAIRES SUR LES CONTROLES ET LES RESULTATS DES CELLULES D'ARRONDISSEMENT 2013

Afin d'avoir une bonne compréhension des résultats des cellules d'arrondissement 2013, vous trouverez ci-dessous une courte description de certains termes et une explication des chiffres.

Les chiffres que vous trouverez plus loin dans le document, ne concernent que les actions exécutées en commun dans le cadre du fonctionnement des cellules d'arrondissement dans leur "lutte contre la fraude sociale". Ils ne constituent qu'une fraction de la globalité des contrôles faits par les différents services d'inspection sociaux fédéraux (au total plus de 100.000 contrôles par an). Chaque service d'inspection effectue des contrôles de manière autonome dans sa lutte contre la fraude sociale, en plus d'autres types de contrôle liés aux autres tâches spécifiques faisant partie de leur activité principale. Vous pouvez retrouver des informations plus détaillées sur les sites des services d'inspection respectifs ainsi que dans leurs rapports annuels.

LA CELLULE D'ARRONDISSEMENT

La cellule d'arrondissement (dénommée ci-après "cellule") est un organe (et forme une unité du SIRS – Service d'Information et de Recherche Sociale) instituée par arrondissement judiciaire et présidée par l'auditeur du travail. Sous certaines conditions, les cellules d'arrondissement peuvent être fusionnées (voir cellule Limbourg) ou scindées.

Chaque cellule est composée d'un représentant des services d'inspection de l'Office National de l'Emploi (ONEm), de l'Office National de Sécurité Sociale (ONSS), de l'Inspection Sociale (IS) du Service public fédéral Sécurité Sociale (SPF SS) et du Contrôle des Lois Sociales (CLS) du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale (SPF ETCS). Siègent aussi dans les cellules : un représentant du Service public fédéral Finances, un magistrat du parquet du procureur du Roi, un membre de la police fédérale, et peuvent être invités des représentants des autres institutions publiques de sécurité sociale.

Les services d'inspections régionaux, compétents en matière d'emploi peuvent également faire partie des cellules d'arrondissement.

LES MISSIONS DES CELLULES

Au niveau local, la mission principale des cellules est d'organiser et de coordonner les contrôles du respect des différentes législations sociales en rapport avec le travail illégal et la fraude sociale.

En outre, la cellule:

- Fournit les informations nécessaires permettant de dresser le bilan des actions communes, menées par les services d'inspection;

- Informe les membres de la cellule d'arrondissement du suivi des dossiers traités par les services d'inspection sociale et poursuivis devant les tribunaux ainsi que les jurisprudences pertinentes pour les services d'inspection
- Exécute les directives et les instructions du Bureau fédéral d'orientation du SIRS
- Met sur pied des informations et des formations à destination des membres des services participant aux réunions de la cellule
- Assure la formation continue des membres en matière de droit pénal social.

Une des tâches du Service d'Information et de Recherche sociale (SIRS) est d'orienter les actions que les cellules d'arrondissement mènent, dans leur lutte contre le travail illégal et la fraude sociale. Ces actions s'inscrivent dans le cadre de l'exécution du plan d'action annuel et opérationnel, visant la lutte contre la fraude sociale et le travail illégal.

LES ACTIONS DE CONTROLE DES CELLULES D'ARRONDISSEMENT

Caractéristiques des actions de contrôle d'une cellule d'arrondissement :

- Elles visent à lutter contre la fraude sociale et le travail illégal ;
- Elles sont effectuées sur le lieu de travail (chantiers, cuisine et salle d'un restaurant,...) ;
- Leur but est de contrôler des employeurs et travailleurs belges et étrangers ;
- Elles ne sont pas annoncées aux employeurs ;
- Elles sont effectuées en commun par au moins deux des services qui font partie de la cellule et au moins un des quatre services d'inspection social fédéraux y participe (Inspection Sociale, Contrôle des Lois Sociales, Office National de l'Emploi, Office National de Sécurité Sociale), vu que seuls ces quatre services ont des compétences communes en matière de fraude sociale et de travail illégal ;
- Elles sont analysées lors des réunions cellules.

Toutes les actions précédentes sont évaluées lors de la réunion mensuelle de la cellule ; de nouvelles actions communes sont organisées lors des réunions du Groupe restreint d'Intervention Régionale (GIR).

Outre le fait que ces actions sont exécutées en commun (collaboration des inspecteurs des différents services d'inspection) il s'agit en général des contrôles « hit and run » visant à établir des infractions « travail en noir » et fraude sociale, vu que les 4 grands services d'inspection sociale fédéraux (CLS, IS, ONEm et ONSS) sont conjointement compétents en la matière. Ce type de contrôle, qui a souvent lieu dans de petites entreprises (jusque 5 travailleurs), demandent parfois des investigations supplémentaires lesquelles souvent, ne peuvent être faites que par le service concerné, compétent pour cette infraction. Ces contrôles supplémentaires ne relèvent pas des contrôles communs de la cellule.

Les actions cellules visent aussi bien les fraudes aux cotisations sociales que les fraudes aux allocations sociales.

DES NORMES POUR LES ACTIONS DES CELLULES

Chaque année, les objectifs pour les différentes cellules d'arrondissement, sont fixés dans le plan d'action du SIRS ; tant le total des contrôles, que le nombre de contrôles positifs et les secteurs à contrôler prioritairement (voir infra).

Lors de l'élaboration de ce plan d'action, il est tenu compte du personnel disponible des différents services d'inspection.

Les 21 cellules d'arrondissement sont responsables de l'organisation et la coordination d'au moins deux jours de contrôle par mois.

Les normes quantitatives pour 2013

En vue d'intensifier la lutte contre la fraude sociale, le minimum de contrôles à effectuer en 2013 a été majoré en comparaison avec 2012.

- Objectif total : **11.000 contrôles**, pour tous les secteurs d'activité;
- Nombre de contrôles dans le secteur de la construction : 3.570;
- Nombre de contrôles dans l'horeca : 2.650.
- Nombre de contrôles dans le secteur du nettoyage industriel: 440 (nouvel objectif en 2013).
- Il a également été demandé aux cellules d'arrondissement de consacrer une attention particulière au secteur de la viande, chaque cellule devant effectuer une série de contrôle dans ce secteur courant 2013, sans pour autant fixer un nombre obligatoire de contrôles par cellule. Ces contrôles constituent une partie des contrôles menés dans le secteur "Industrie".

La répartition du quota par arrondissement judiciaire répond à la réalité socio-économique de chaque arrondissement judiciaire, au personnel d'inspection disponible ainsi qu'au souci du Gouvernement de veiller à un traitement équitable, sur l'ensemble du pays, au niveau des entreprises contrôlées.

Les secteurs de la construction, de l'Horeca, de la viande et du nettoyage sont des secteurs sensibles à la fraude et par conséquent des secteurs à contrôler obligatoirement par chaque cellule d'arrondissement (objectif minimal fixé pour chaque cellule dans trois des quatre secteurs à contrôler de manière obligatoire – cf. supra).

Les normes qualitatives pour 2013

En plus des normes quantitatives, on prête attention à la qualité des actions des cellules. Il est demandé aux cellules d'arrondissement de veiller à ce que les contrôles ciblés soient au maximum positifs dans le cadre de la lutte contre la fraude sociale.

En 2013, le pourcentage de "contrôles positifs", c.-à-d. les contrôles avec constat d'infractions, a été porté de 25% à 28 %. Cela implique qu'une attention plus pointue doit être portée à la préparation des contrôles afin d'en accroître l'efficacité, et ainsi améliorer la qualité du contrôle, qui doit aboutir à davantage de constats d'infractions.

Pour calculer le nombre des « contrôles positifs » on tient compte avec les situations suivantes :

- Pro-Justitia en Dimona, Limosa, temps partiel, chômage et main-d'œuvre étrangère (voir infra)
- Litige allocations sociales Office National de l'Emploi (ONEm), Office National des Pensions (ONP) et Institut National d'Assurance Maladie-Invalidité (INAMI)
- Manquement 30 bis (déclaration des travaux auprès de l'ONSS)
- Infraction affiliation des indépendants à un fonds / une caisse d'assurance (Institut National d'Assurances Sociales pour Travailleurs Indépendants – INASTI)

Les secteurs à contrôler prioritairement

Les secteurs de la construction, de l'Horeca, du nettoyage industriel et de la viande étaient des secteurs prioritaires en 2013 :

- Vu que ces quatre secteurs sont des secteurs sensibles à la fraude en raison de l'utilisation d'une main-d'œuvre peu qualifiée, souvent source de travail non déclaré ;
- A la demande du secteur de la construction et de la viande eux-mêmes, concrétisée dans des nouveaux protocoles de collaboration conclus, pour les deux secteurs, en 2012. Les contrôles dans le secteur de la viande se sont principalement focalisés sur les entreprises de désossage, les entreprises de traitement de la viande et les abattoirs;
- En raison de l'augmentation des infractions constatées en matière « travail non déclaré » dans le HORECA et le nettoyage en 2011 et 2012 ;
- Etant donné l'augmentation de l'emploi de travailleurs étrangers, détachés ou non en provenance d'autres pays européens, dans les secteurs de la construction, de la viande et du nettoyage, où sont souvent constatées des infractions flagrantes, où sont souvent commises des infractions flagrantes à la réglementation belge sur le travail et la sécurité sociale et où des cas de fraude grave sont constatés (occupation d'illégaux, faux statuts, faux détachements, mise à disposition illégale, chaîne de sous-traitants malhonnêtes, etc.) ;

Outre ces secteurs précités, une attention particulière a été demandée aux cellules pour :

- D'autres secteurs sensibles (à la fraude) comme l'horticulture, le commerce de détail, les garages ;
 - Les employeurs « récidivistes » ayant déjà fait l'objet d'une condamnation pénale, d'une transaction ou d'une amende administrative suite à une infraction précédente en matière de législation sociale.
-

COMMENTAIRES SUR LES TABLEAUX “Résultats des Cellules d'arrondissement”

Tous les chiffres se réfèrent aux actions des cellules effectuées en commun. Les contrôles faits par les services d'inspection en dehors de la cellule, n'y sont pas repris.

Si un tableau n'exige aucune explication, il n'est pas repris ci-après.

Tableau 2: nombre de contrôles par cellule, par secteur (période 2013)

Les secteurs sont dénommés et groupés selon les codes NACE (codes européens qui déterminent les secteurs d'activité). Chaque cellule utilise ces codes pour l'enregistrement des enquêtes.

“Industrie manufacturière” = fabrication et manipulation des produits au sens large, aussi bien alimentation, textile et vêtements, la chimie, le métal etc.

“Agriculture, sylviculture et pêche” ce code NACE indique les contrôles menés par les services d'inspection sociaux dans les secteurs de l'agriculture et de l'horticulture.

Mise à disposition de personnel = entreprises spécialisées en sous-traitance et placement des travailleurs, toutefois principalement des bureaux d'intérim mettant à disposition des intérimaires aux utilisateurs.

Ce tableau montre que la construction et l'Horeca sont les secteurs les plus contrôlés (près de 60% du nombre total de contrôles effectués). Ceci résulte du fait que chaque cellule avait un objectif minimal de contrôles pour ces secteurs. De plus, à la demande du Secrétaire d'Etat Crombez, en charge de la lutte contre la fraude, des contrôles supplémentaires ont été effectués durant dans le secteur de la construction durant les mois d'été, donc en juillet, août et septembre 2013 (710 contrôles supplémentaires effectués). Les objectifs de contrôle sont amplement atteints pour les deux secteurs.

Tableau 3: personnes contrôlées par cellule (période 2013)

Salariés et indépendants par contrôle = le nombre de travailleurs contrôlés et le nombre d'indépendants (employeurs ou pas) trouvés et contrôles sur le lieu de travail.

Tableau 4bis: nombre de personnes concernées par les infractions « travail au noir » par cellule et par secteur (période 2013)

Travail au noir = les matières « travail en noir » sont reprises dans le tableau 5. Tableau 4bis donne l'aperçu du nombre de personnes (salariés et indépendants) en infraction lors des contrôles, pour une ou plusieurs de ces matières.

Tableau 5: nombre d'infractions dans les matières « travail au noir » par matière et par cellule (période 2013)

Dimona = **D**éclaration **I**mmédiate **O**nmiddellijke **A**angifte. Banque de données électronique où sont tenues à jour, les déclarations du début et de fin de contrat. Chaque employeur est tenu de communiquer le début d'engagement au système de sécurité sociale, au plus tard au moment de l'embauche. Cette même obligation existe aussi pour les fins des contrats.

Main d'œuvre étrangère – sanction lourde: Il s'agit des infractions concernant l'occupation des travailleurs étrangers en défaut de permis de travail et de permis de séjour. Ils résident donc illégalement dans le pays.

Main d'œuvre étrangère – sanction légère: cette infraction vise l'occupation des travailleurs étrangers en séjour légal de plus de 3 mois en Belgique, mais en défaut de permis de travail auquel ils sont soumis, en leur qualité de travailleur.

Main d'œuvre étrangère – carte professionnelle: Il s'agit des infractions relatives à l'exercice par les étrangers d'activités professionnelles indépendantes, sans que ceux-ci ne disposent de la carte professionnelle obligatoire.

Sécurité sociale: à ne pas confondre avec les infractions Dimona. Il s'agit ici du non-paiement des provisions des cotisations de sécurité sociale et des cotisations patronales spécifiques portant sur diverses indemnités complémentaires, d'assujettissements frauduleux à la sécurité sociale et de défauts de déclaration.

Limosa= banque de données électronique conçue pour les déclarations d'exécution des travaux en Belgique par des travailleurs ou indépendants étrangers. Sous certaines conditions, les étrangers continuent à être soumis à la sécurité sociale de leur pays d'origine, et ne doivent donc pas payer leurs cotisations sociales en Belgique.

Tableau 6.1: infractions Dimona par cellule et par suite (période 2013)

Avertissement : l'inspecteur social constate une infraction. Celle-ci est d'une nature telle que l'avertissement pour se mettre en règle dans un délai précis, est suffisant. Cette régularisation sera suivie par le service d'inspection compétent. Cet avertissement s'inscrit dans le cadre du droit d'appréciation de l'inspecteur social. S'il constate des infractions graves, il dressera P-J.

Pro justitia : communication des infractions, par le biais d'un « procès-verbal de constatation d'infraction », aux autorités judiciaires (généralement l'auditeur du travail, parfois le procureur du Roi)

Rapport pénal : constat d'infractions transmis à l'autorité judiciaire (auditeur du travail, procureur du Roi) sous une autre forme que le pro justitia. Cette forme est plutôt rare et se rencontre surtout dans la partie francophone du pays.

Autre traitement : tout autre traitement qui ne se limite pas à une vérification d'usage (ex : suite d'enquête chez l'employeur au siège social, rapport d'enquête transmis à un service tiers, ...).

Tableau 6.4: infractions chômage par cellule et par suite (période 2013)

Par l'inspection de l'ONEm vers Litiges ONEm : Infraction en matière chômage, constatée par un inspecteur social de l'ONEm, transmise directement à son service litige sans pro justitia. Ce service examinera le dossier et prendra la décision appropriée.

Par autres inspections vers ONEm ou Auditeur du travail : infraction en matière de chômage, constatée par un inspecteur social d'un service autre que l'ONEM et transmise, soit à l'auditorat du travail, soit au service litiges de l'ONEm.

Dans les deux cas, il s'agit d'infractions constatées dans le chef des travailleurs-chômeurs et des employeurs (qui occupent sciemment des chômeurs)

Tableau 7: infractions par contrôle, toutes matières et "travail au noir", par cellule (période 2013)

Une distinction est faite entre les infractions constatées pour toutes les matières légales en global et pour celles qui concernent spécifiquement les matières « travail au noir ». Une moyenne d'infractions supérieure à 1 signifie la constatation d'infractions pour plusieurs matières, lors d'un même contrôle.

Il s'avère que plus de trois quarts des infractions constatées concernent les matières « travail au noir ». Les moyennes sont des chiffres arrondis, vu que l'on ne tient compte qu'avec un seul chiffre après la virgule. Une moyenne totale de 0,6 indique 'infraction constatée' dans 6 cas sur 10 contrôles.

Les communications aux IPSS (Institution Publique de Sécurité Sociale) concernent des infractions probables, constatées par d'autres services d'inspection et qui sont communiquées aux institutions concernées pour contrôle approfondi.

Commentaire sur les chiffres

Du point de vue de la lutte contre la fraude sociale, les résultats sont très positifs.

Les objectifs minima pour le total global des contrôles à effectuer sont atteints (14.570 contre les 11.000 demandés), tout comme le minimum pour les contrôles dans le secteur Horeca (3.618 contre 2.650 demandés), le secteur de la construction (4.930 contre 3.570 demandés) et le secteur du nettoyage (470 contre 440 demandés) ont été largement atteints et, ce, malgré un nombre d'inspecteurs sociaux légèrement inférieur aux années précédentes.

Le nombre de contrôles positifs (28% sur les 11.000 demandés) est également très élevé, avec un résultat de 35 % sur les 14.570 contrôles effectués; 36% dans le secteur du nettoyage, 38% dans le secteur de la construction et même 47 % dans le secteur Horeca.

On peut en déduire que la qualité des contrôles effectués est très élevée. Ceci peut s'expliquer, entre autres, par la bonne circulation de l'information au sein des cellules d'arrondissement, concernant des infractions possibles à la législation sociale, avec un recours croissant au recoupement des données. Ce qui permet d'encore mieux préparer et cibler les contrôles, toujours dans le but de lutter contre la fraude sociale.

Le tableau 8 donne un aperçu des secteurs sensibles à la fraude, étant donné que la majorité des infractions (colonne infractions toutes matières) ont été constatées dans le secteur Horeca, suivi par les secteurs des garages, les "autres services", le nettoyage et ensuite l'industrie.

Si on établit la comparaison avec le pourcentage des contrôles positifs (toujours vis-à-vis de la fraude sociale), l'Horeca se situe également au sommet du classement, suivi par la construction, le nettoyage et le secteur des garages.

RESULTATS DES CELLULES D'ARRONDISSEMENT

Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2013

Tableau 1 : Nombre de contrôles par cellule, par mois (période : 2013)

CELLULES	2013/01	2013/02	2013/03	2013/04	2013/05	2013/06	2013/07	2013/08	2013/09	2013/10	2013/11	2013/12	TOTAL
Anvers	74	83	91	97	112	88	103	105	137	78	70	45	1.083
Brugge-Veurne	6	6	115	132	97	90	115	78	52	56	10	0	757
Bruxelles	32	112	90	110	122	162	158	155	86	60	158	64	1.309
Charleroi	26	38	53	23	86	51	27	39	57	41	87	29	557
Dendermonde	43	0	56	74	51	72	20	53	76	112	71	58	686
Gent	38	0	67	39	99	53	35	25	33	108	94	19	610
Halle-Vilvoorde	73	47	38	37	77	43	3	61	98	121	64	10	672
Huy	19	62	39	44	5	7	16	18	37	17	37	16	317
Kortrijk-Ieper	22	0	120	168	123	50	25	41	68	41	29	20	707
Limburg	101	175	176	155	160	217	74	180	220	187	160	88	1.893
Liège	64	97	140	105	132	123	108	64	107	95	76	117	1.228
Louvain	56	13	72	90	54	84	96	44	71	68	47	41	736
Luxembourg	14	11	20	41	40	17	59	21	51	33	31	27	365
Mechelen	27	0	12	46	44	48	31	26	34	28	93	41	430
Mons	18	43	27	43	51	77	24	38	39	59	24	21	464
Namur	25	16	10	43	108	11	45	46	20	45	63	51	483
Nivelles	33	38	47	51	48	27	36	45	28	21	16	22	412
Oudenaarde	31	0	28	34	20	12	15	15	28	41	5	9	238
Tournai	20	14	36	38	50	18	58	58	32	55	70	41	490
Turnhout	33	56	23	96	135	54	11	40	24	56	118	34	680
Verviers-Eupen	30	2	46	92	56	40	26	51	25	41	23	21	453
Total général	785	813	1.306	1.558	1.670	1.344	1.085	1.203	1.323	1.363	1.346	774	14.570

Tableau 2 : Nombre de contrôles par cellule, par secteur (période : 2013)

CELLULES	Construction	HORECA	Commerce de détail	Industrie manufacturière	Transport	Agriculture, sylviculture et pêche	Activités liées à l'emploi	Nettoyage	Activités de service administratif et de soutien	Garages	Arts, spectacles et activités récréatives	Commerce de gros	Autres activités de services	Autres	Total
Anvers	272	282	116	33	116	50	29	88	35	3	10	28	0	21	1.083
Brugge-Veurne	177	328	54	11	74	4	31	7	8	0	34	6	17	6	757
Bruxelles	472	379	187	31	35	0	16	47	22	6	20	9	49	36	1.309
Charleroi	188	155	80	23	19	1	10	18	11	18	1	15	4	14	557
Dendermonde	215	159	108	36	4	15	14	23	11	15	19	24	5	38	686
Gent	218	131	69	37	15	4	27	20	13	6	7	12	4	47	610
Halle-Vilvoorde	258	112	40	25	104	11	19	17	13	11	5	14	12	31	672
Huy	98	59	47	14	14	1	17	13	5	6	7	12	8	16	317
Kortrijk-Ieper	307	150	48	62	19	13	4	33	13	13	3	20	4	18	707
Liège	308	400	242	44	5	1	2	43	45	27	9	28	47	27	1.228
Limburg	737	406	146	94	20	175	66	29	41	18	45	17	30	69	1.893
Louvain	193	116	68	45	16	48	33	27	27	34	23	16	64	26	736
Luxembourg	141	106	23	15	2	15	13	2	9	2	4	10	9	14	365
Mechelen	148	89	11	17	39	58	19	18	4	1	2	13	3	8	430
Mons	183	104	77	12	8	0	10	15	12	12	4	8	13	6	464
Namur	176	117	62	32	6	18	5	5	9	11	16	11	4	11	483
Nivelles	182	88	47	16	1	8	4	17	4	4	11	11	11	8	412
Oudenaarde	61	70	45	11	1	5	17	2	2	0	4	2	13	5	238
Tournai	193	131	43	37	17	2	14	18	3	1	0	11	3	17	490
Turnhout	277	148	14	60	4	34	23	12	12	1	8	10	69	8	680
Verviers-Eupen	126	88	53	31	5	1	13	16	5	39	11	50	5	10	453
Total général	4.930	3.618	1.580	686	524	464	386	470	304	228	243	327	374	436	14.570

Tableau 2bis : Pourcentage de contrôles par cellule, par secteur (période : 2013)

CELLULES	Construction	HORECA	Commerce de détail	Industrie manufacturière	Transport	Agriculture, sylviculture et pêche	Activités liées à l'emploi	Nettoyage	Activités de service administratif et de soutien	Garages	Arts, spectacles et activités récréatives	Commerce de gros	Autres activités de services	Autres	Total
Anvers	25%	26%	11%	3%	11%	5%	3%	8%	3%	0%	1%	3%	0%	2%	100%
Brugge-Veurne	23%	43%	7%	1%	10%	1%	4%	1%	1%	0%	4%	1%	2%	1%	100%
Bruxelles	36%	29%	14%	2%	3%	0%	1%	4%	2%	0%	2%	1%	4%	3%	100%
Charleroi	34%	28%	14%	4%	3%	0%	2%	3%	2%	3%	0%	3%	1%	3%	100%
Dendermonde	31%	23%	16%	5%	1%	2%	2%	3%	2%	2%	3%	3%	1%	6%	100%
Gent	36%	21%	11%	6%	2%	1%	4%	3%	2%	1%	1%	2%	1%	8%	100%
Halle-Vilvoorde	38%	17%	6%	4%	15%	2%	3%	3%	2%	2%	1%	2%	2%	5%	100%
Huy	31%	19%	15%	4%	4%	0%	5%	4%	2%	2%	2%	4%	3%	5%	100%
Kortrijk-Ieper	43%	21%	7%	9%	3%	2%	1%	5%	2%	2%	0%	3%	1%	3%	100%
Liège	25%	33%	20%	4%	0%	0%	0%	4%	4%	2%	1%	2%	4%	2%	100%
Limburg	39%	21%	8%	5%	1%	9%	3%	2%	2%	1%	2%	1%	2%	4%	100%
Louvain	26%	16%	9%	6%	2%	7%	4%	4%	4%	5%	3%	2%	9%	4%	100%
Luxembourg	39%	29%	6%	4%	1%	4%	4%	1%	2%	1%	1%	3%	2%	4%	100%
Mechelen	34%	21%	3%	4%	9%	13%	4%	4%	1%	0%	0%	3%	1%	2%	100%
Mons	39%	22%	17%	3%	2%	0%	2%	3%	3%	3%	1%	2%	3%	1%	100%
Namur	36%	24%	13%	7%	1%	4%	1%	1%	2%	2%	3%	2%	1%	2%	100%
Nivelles	44%	21%	11%	4%	0%	2%	1%	4%	1%	1%	3%	3%	3%	2%	100%
Oudenaarde	26%	29%	19%	5%	0%	2%	7%	1%	1%	0%	2%	1%	5%	2%	100%
Tournai	39%	27%	9%	8%	3%	0%	3%	4%	1%	0%	0%	2%	1%	3%	100%
Turnhout	41%	22%	2%	9%	1%	5%	3%	2%	2%	0%	1%	1%	10%	1%	100%
Verviers-Eupen	28%	19%	12%	7%	1%	0%	3%	4%	1%	9%	2%	11%	1%	2%	100%
Total général	34%	25%	11%	5%	4%	3%	3%	3%	2%	2%	2%	2%	3%	3%	100%

Tableau 3 : Personnes contrôlées par cellule (période : 2013)

CELLULES	Contrôles	Personnes contrôlées			Salariés et indép. par contrôle	% indép.	Autres
		Salariés	Indépendants	Total			
Anvers	1.083	2.469	836	3.305	3,05	25%	168
Brugge-Veurne	757	1.607	420	2.027	2,68	21%	64
Bruxelles	1.309	2.358	1.034	3.392	2,59	30%	88
Charleroi	557	954	392	1.346	2,42	29%	43
Dendermonde	686	1.592	568	2.160	3,15	26%	157
Gent	610	1.517	394	1.911	3,13	21%	147
Halle-Vilvoorde	672	1.276	387	1.663	2,47	23%	170
Huy	317	537	188	725	2,29	26%	49
Kortrijk-Ieper	707	1.617	304	1.921	2,72	16%	62
Liège	1.228	2.080	670	2.750	2,24	24%	203
Limburg	1.893	4.700	1.153	5.853	3,09	20%	153
Louvain	736	1.562	449	2.011	2,73	22%	109
Luxembourg	365	1.013	208	1.221	3,35	17%	106
Mechelen	430	1.280	295	1.575	3,66	19%	49
Mons	464	895	308	1.203	2,59	26%	66
Namur	483	984	288	1.272	2,63	23%	79
Nivelles	412	707	307	1.014	2,46	30%	54
Oudenaarde	238	622	179	801	3,37	22%	105
Tournai	490	989	240	1.229	2,51	20%	36
Turnhout	680	1.546	484	2.030	2,99	24%	7
Verviers-Eupen	453	823	272	1.095	2,42	25%	59
Total général	14.570	31.128	9.376	40.504	2,78	23%	1.974

Tableau 3bis : Personnes contrôlées par secteur (période : 2013)

Secteurs	Contrôles	Personnes contrôlées			Salariés et indépendants par contrôle	% indép.	Autres contrôlés
		Salariés	Indépendants	Total			
Construction	4.930	9.912	2479	12.391	2,51	20%	177
HORECA	3.618	8.337	3491	11.828	3,27	30%	494
Commerce de détail	1.580	1.726	1252	2.978	1,88	42%	152
Industrie manufacturière	686	2.219	354	2.573	3,75	14%	28
Transports	524	610	198	808	1,54	25%	10
Agriculture, sylviculture & pêche	464	2.901	262	3.163	6,82	8%	47
Activités liées à l'emploi	386	1.326	5	1.331	3,45	0%	0
Nettoyage	470	841	153	994	2,11	15%	14
Activités de services administratifs et de soutien	304	488	165	653	2,15	25%	116
Garages	228	371	163	534	2,34	31%	25
Arts, spectacles & activités récréatives	243	405	146	551	2,27	26%	778
Commerce de gros	327	767	170	937	2,87	18%	20
Autres activités de services	374	545	298	843	2,25	35%	55
Autres	436	680	240	920	2,11	26%	58
TOTAL	14.570	31.128	9376	40.504	2,78	23%	1.974

Tableau 4 : Personnes contrôlées par cellule et par secteur (période : 2013)

CELLULES	Construction	HORECA	Commerce de détail	Industrie manufacturière	Transport	Agriculture, sylviculture et pêche	Activités liées à l'emploi	Nettoyage	Activités de service administratif et de soutien	Garages	Arts, spectacles et activités récréatives	Commerce de gros	Autres activités de services	Autres	Total
Anvers	572	1.246	272	203	172	229	203	208	70	9	13	72	0	36	3.305
Brugge-Veurne	435	1.050	104	33	124	5	81	8	11	0	104	31	34	7	2.027
Bruxelles	1.070	1.086	378	72	41	0	210	133	47	11	71	18	151	104	3.392
Charleroi	473	389	141	106	42	1	18	38	16	41	0	52	12	17	1.346
Dendermonde	502	558	224	325	4	94	30	43	18	33	21	162	16	130	2.160
Gent	707	477	90	145	30	4	86	25	34	8	118	64	10	113	1.911
Halle-Vilvoorde	644	414	96	64	109	82	32	36	27	37	4	59	23	36	1.663
Huy	236	198	105	30	12	1	26	27	6	10	10	24	18	22	725
Kortrijk-Ieper	748	645	79	169	20	46	5	114	25	17	2	21	9	21	1.921
Liège	911	942	360	92	7	4	3	71	81	49	14	68	108	40	2.750
Limburg	1.586	1.384	276	310	46	1.510	190	52	149	39	63	42	50	156	5.853
Louvain	428	372	207	134	36	282	130	46	33	94	39	23	141	46	2.011
Luxembourg	468	307	51	158	2	77	34	4	16	1	10	52	18	23	1.221
Mechelen	331	309	31	85	101	486	91	39	8	4	2	36	10	42	1.575
Mons	509	352	129	29	8	0	16	34	23	22	2	38	34	7	1.203
Namur	488	374	101	85	9	59	8	6	23	20	34	41	5	19	1.272
Nivelles	441	340	65	24	1	23	8	30	5	19	12	14	18	14	1.014
Oudenaarde	235	213	84	86	2	68	53	4	3	0	4	2	23	24	801
Tournai	574	318	60	114	23	2	32	25	4	1	0	38	5	33	1.229
Turnhout	676	621	29	213	11	189	41	24	20	5	13	15	154	19	2.030
Verviers-Eupen	357	233	96	96	8	1	34	27	34	114	15	65	4	11	1.095
Total général	12.391	11.828	2.978	2.573	808	3.163	1.331	994	653	534	551	937	843	920	40.504

Tableau 4bis : Nombre de personnes concernées par les infractions « Travail au noir » par cellule et par secteur (période : 2013)

CELLULES	Construction	HORECA	Commerce de détail	Industrie manufacturière	Transport	Agriculture, sylviculture et pêche	Activités liées à l'emploi	Nettoyage	Activités de service administratif et de soutien	Garages	Arts, spectacles et activités récréatives	Commerce de gros	Autres activités de services	Autres	Total
Anvers	35	454	38	25	31	24	8	72	23	0	3	11	0	10	734
Brugge-Veurne	35	275	23	0	22	0	9	4	3	0	35	0	14	4	424
Bruxelles	391	552	180	41	23	0	10	54	8	6	19	3	61	25	1373
Charleroi	110	212	63	30	7	0	9	28	6	36	0	13	8	1	523
Dendermonde	63	147	58	27	1	20	7	12	6	17	6	4	11	24	403
Gent	72	190	12	48	7	0	12	12	6	0	11	4	4	44	422
Halle-Vilvoorde	83	124	26	2	24	2	2	10	2	2	0	24	3	7	311
Huy	58	96	34	1	4	0	9	17	0	0	6	17	4	7	253
Kortrijk-Ieper	141	185	21	40	6	6	1	22	5	5	0	2	0	1	435
Liège	129	467	107	19	0	1	0	43	12	21	10	14	39	11	873
Limburg	220	459	78	73	15	111	12	31	27	14	4	9	18	25	1096
Louvain	71	191	43	28	14	46	7	16	3	20	7	10	37	4	497
Luxembourg	229	158	7	120	0	53	15	3	5	0	8	9	2	11	620
Mechelen	41	79	2	14	30	14	11	15	1	3	0	2	7	6	225
Mons	146	175	40	6	4	0	4	4	9	4	1	3	24	4	424
Namur	167	188	27	32	0	44	1	4	5	12	8	5	2	7	502
Nivelles	202	181	24	7	2	20	3	29	3	6	4	8	2	2	493
Oudenaarde	44	55	19	2	0	13	6	2	0	0	0	1	4	0	146
Tournai	81	162	19	16	6	0	4	16	0	0	0	4	1	3	312
Turnhout	47	128	14	25	2	17	7	5	0	4	0	0	21	7	277
Verviers-Eupen	115	122	30	22	2	0	9	4	21	59	7	17	0	0	408
Total général	2.480	4.600	865	578	200	371	146	403	145	209	129	160	262	203	10.751

Tableau 5 : Nombre d'infractions dans les matières « Travail au noir » par matière et par cellule (période : 2013)

CELLULES	Contrôles	Dimona	Temps partiel	Sécurité Sociale	Chômage	Main d'œuvre étrangère - sanction lourde	Main d'œuvre étrangère - sanction légère	Main d'œuvre étrangère - carte professionnelle	Total intermédiaire	Limosa	Total général
Anvers	1.083	194	169	2	61	45	8	4	483	11	494
Brugge-Veurne	757	138	73	2	60	16	6	1	296	2	298
Bruxelles	1.309	379	144	39	218	148	32	8	968	60	1.028
Charleroi	557	149	71	11	128	25	4	6	394	24	418
Dendermonde	686	99	46	0	50	28	11	1	235	2	237
Gent	610	89	49	4	28	36	10	2	218	23	241
Halle-Vilvoorde	672	87	66	4	30	23	4	0	214	13	227
Huy	317	66	41	8	39	13	2	1	170	7	177
Kortrijk-Ieper	707	100	38	14	81	22	8	0	263	20	283
Liège	1.228	246	214	6	172	26	10	2	676	31	707
Limburg	1.893	277	174	8	175	34	17	0	685	57	742
Louvain	736	114	145	10	59	18	11	1	358	22	380
Luxembourg	365	72	48	39	44	3	4	1	211	51	262
Mechelen	430	58	38	4	26	9	1	0	136	16	152
Mons	464	84	71	1	73	21	2	4	256	14	270
Namur	483	84	79	23	98	15	2	0	301	53	354
Nivelles	412	71	71	22	78	19	2	0	263	7	270
Oudenaarde	238	31	17	0	29	6	1	0	84	9	93
Tournai	490	64	68	0	47	11	2	1	193	27	220
Turnhout	680	64	70	1	29	11	1	0	176	8	184
Verviers-Eupen	453	73	37	7	56	30	6	0	209	52	261
Total général	14.570	2.539	1.729	205	1.581	559	144	32	6.789	509	7.298

Tableau 5bis : Nombre d'infractions dans les matières « Travail au noir » par matière et par secteur (période : 2013)

SECTEURS	Contrôles	Dimona	Temps partiel	Sécurité Sociale	Chômage	Main d'œuvre étrangère - sanction lourde	Main d'œuvre étrangère - sanction légère	Main d'œuvre étrangère - carte professionnelle	LIMOSA	Total sans LIMOSA	Total général
Construction	4.930	293	37	114	692	99	26	4	348	1.265	1.613
HORECA	3.618	1.312	991	40	448	223	57	11	24	3.082	3.106
Commerce de détail	1.580	277	230	6	69	94	16	11	15	703	718
Industrie manufacturière	686	95	93	5	54	22	7	0	32	276	308
Transports	524	57	60	4	43	5	2	0	3	171	174
Agriculture, sylviculture & pêche	464	75	9	0	33	16	12	0	9	145	154
Activités liées à l'emploi	386	32	10	4	49	1	1	0	14	97	111
Nettoyage	470	107	97	14	56	22	6	0	6	302	308
Activités de services administratifs et de soutien	304	36	20	1	22	0	2	0	36	81	117
Garages	228	63	23	4	22	29	3	3	0	147	147
Arts, spectacles & activités récréatives	243	32	18	3	19	9	1	0	4	82	86
Commerce de gros	327	45	33	4	26	9	2	0	4	119	123
Autres activités de services	374	65	90	2	22	20	3	3	0	205	205
Autres	436	50	18	4	26	10	6	0	14	114	128
Total général	14.570	2.539	1.729	205	1.581	559	144	32	509	6.789	7.298

Tableau 6.1 : Infractions DIMONA par cellule et par suite (période : 2013)

CELLULES	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Total
Anvers	11	5,7%	183	94,3%	0	0,0%	0	0,0%	194
Brugge-Veurne	9	6,5%	123	89,1%	0	0,0%	6	4,3%	138
Bruxelles	7	1,8%	358	94,5%	1	0,3%	13	3,4%	379
Charleroi	1	0,7%	116	77,9%	30	20,1%	2	1,3%	149
Dendermonde	3	3,0%	95	96,0%	0	0,0%	1	1,0%	99
Gent	2	2,2%	83	93,3%	1	1,1%	3	3,4%	89
Halle-Vilvoorde	4	4,6%	82	94,3%	1	1,1%	0	0,0%	87
Huy	1	1,5%	60	90,9%	2	3,0%	3	4,5%	66
Kortrijk-Ieper	2	2,0%	96	96,0%	0	0,0%	2	2,0%	100
Liège	36	14,6%	207	84,1%	0	0,0%	3	1,2%	246
Limburg	18	6,5%	251	90,6%	0	0,0%	8	2,9%	277
Louvain	16	14,0%	86	75,4%	1	0,9%	11	9,6%	114
Luxembourg	4	5,6%	66	91,7%	2	2,8%	0	0,0%	72
Mechelen	3	5,2%	52	89,7%	1	1,7%	2	3,4%	58
Mons	1	1,2%	83	98,8%	0	0,0%	0	0,0%	84
Namur	13	15,5%	65	77,4%	3	3,6%	3	3,6%	84
Nivelles	1	1,4%	67	94,4%	0	0,0%	3	4,2%	71
Oudenaarde	2	6,5%	29	93,5%	0	0,0%	0	0,0%	31
Tournai	3	4,7%	60	93,8%	0	0,0%	1	1,6%	64
Turnhout	1	1,6%	61	95,3%	0	0,0%	2	3,1%	64
Verviers-Eupen	4	5,5%	63	86,3%	6	8,2%	0	0,0%	73
Total général	142	5,6%	2.286	90,0%	48	1,9%	63	2,5%	2.539

Tableau 6.2 : Infractions temps partiel par cellule et par suite (période : 2013)

CELLULES	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Total
Anvers	24	14,2%	138	81,7%	3	1,8%	4	2,4%	169
Brugge-Veurne	7	9,6%	65	89,0%	0	0,0%	1	1,4%	73
Bruxelles	35	24,3%	107	74,3%	0	0,0%	2	1,4%	144
Charleroi	15	21,1%	56	78,9%	0	0,0%	0	0,0%	71
Dendermonde	7	15,2%	39	84,8%	0	0,0%	0	0,0%	46
Gent	7	14,3%	42	85,7%	0	0,0%	0	0,0%	49
Halle-Vilvoorde	29	43,9%	37	56,1%	0	0,0%	0	0,0%	66
Huy	4	9,8%	37	90,2%	0	0,0%	0	0,0%	41
Kortrijk-Ieper	6	15,8%	25	65,8%	1	2,6%	6	15,8%	38
Liège	113	52,8%	99	46,3%	1	0,5%	1	0,5%	214
Limburg	50	28,7%	100	57,5%	0	0,0%	24	13,8%	174
Louvain	60	41,4%	83	57,2%	0	0,0%	2	1,4%	145
Luxembourg	7	14,6%	38	79,2%	1	2,1%	2	4,2%	48
Mechelen	10	26,3%	23	60,5%	2	5,3%	3	7,9%	38
Mons	5	7,0%	63	88,7%	2	2,8%	1	1,4%	71
Namur	10	12,7%	59	74,7%	6	7,6%	4	5,1%	79
Nivelles	6	8,5%	62	87,3%	0	0,0%	3	4,2%	71
Oudenaarde	2	11,8%	15	88,2%	0	0,0%	0	0,0%	17
Tournai	6	8,8%	62	91,2%	0	0,0%	0	0,0%	68
Turnhout	19	27,1%	51	72,9%	0	0,0%	0	0,0%	70
Verviers-Eupen	8	21,6%	27	73,0%	2	5,4%	0	0,0%	37
Total général	430	24,9%	1.228	71,0%	18	1,0%	53	3,1%	1.729

Tableau 6.3 : Infractions sécurité sociale par cellule et par suite (période : 2013)

CELLULES	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Total
Anvers	0	0,0%	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	2
Brugge-Veurne	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	100,0%	2
Bruxelles	0	0,0%	3	7,7%	0	0,0%	36	92,3%	39
Charleroi	0	0,0%	2	18,2%	1	9,1%	8	72,7%	11
Dendermonde	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Gent	0	0,0%	0	0,0%	1	25,0%	3	75,0%	4
Halle-Vilvoorde	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	4	100,0%	4
Huy	0	0,0%	2	25,0%	2	25,0%	4	50,0%	8
Kortrijk-Ieper	0	0,0%	1	7,1%	0	0,0%	13	92,9%	14
Liège	0	0,0%	4	66,7%	0	0,0%	2	33,3%	6
Limburg	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	8	100,0%	8
Louvain	0	0,0%	3	30,0%	0	0,0%	7	70,0%	10
Luxembourg	0	0,0%	2	5,1%	1	2,6%	36	92,3%	39
Mechelen	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	4	100,0%	4
Mons	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%	1
Namur	0	0,0%	4	17,4%	1	4,3%	18	78,3%	23
Nivelles	0	0,0%	1	4,5%	0	0,0%	21	95,5%	22
Oudenaarde	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Tournai	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Turnhout	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%	1
Verviers-Eupen	0	0,0%	4	57,1%	2	28,6%	1	14,3%	7
Total général	0	0,0%	28	13,7%	8	3,9%	169	82,4%	205

Tableau 6.4 : Infractions chômage par cellule et par suite (période : 2013)

CELLULES	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Par inspection de l'ONEm vers ONEm		Par autres inspections vers ONEm ou Auditeur du travail		Total
Anvers	8	13,1%	25	41,0%	5	8,2%	11	18,0%	12	19,7%	0	0,0%	61
Brugge-Veurne	5	8,3%	5	8,3%	0	0,0%	4	6,7%	44	73,3%	2	3,3%	60
Bruxelles	1	0,5%	13	6,0%	0	0,0%	2	0,9%	178	81,7%	24	11,0%	218
Charleroi	0	0,0%	7	5,5%	0	0,0%	2	1,6%	94	73,4%	25	19,5%	128
Dendermonde	13	26,0%	8	16,0%	0	0,0%	1	2,0%	28	56,0%	0	0,0%	50
Gent	0	0,0%	5	17,9%	1	3,6%	1	3,6%	20	71,4%	1	3,6%	28
Halle-Vilvoorde	0	0,0%	15	50,0%	2	6,7%	0	0,0%	5	16,7%	8	26,7%	30
Huy	0	0,0%	2	5,1%	0	0,0%	0	0,0%	37	94,9%	0	0,0%	39
Kortrijk-Ieper	1	1,2%	6	7,4%	0	0,0%	2	2,5%	70	86,4%	2	2,5%	81
Liège	0	0,0%	7	4,1%	1	0,6%	6	3,5%	146	84,9%	12	7,0%	172
Limburg	5	2,9%	57	32,6%	28	16,0%	13	7,4%	69	39,4%	3	1,7%	175
Louvain	0	0,0%	8	13,6%	0	0,0%	0	0,0%	47	79,7%	4	6,8%	59
Luxembourg	1	2,3%	9	20,5%	0	0,0%	1	2,3%	33	75,0%	0	0,0%	44
Mechelen	0	0,0%	4	15,4%	0	0,0%	0	0,0%	18	69,2%	4	15,4%	26
Mons	1	1,4%	2	2,7%	0	0,0%	4	5,5%	62	84,9%	4	5,5%	73
Namur	0	0,0%	2	2,0%	1	1,0%	1	1,0%	86	87,8%	8	8,2%	98
Nivelles	1	1,3%	4	5,1%	0	0,0%	8	10,3%	62	79,5%	3	3,8%	78
Oudenaarde	15	51,7%	0	0,0%	1	3,4%	0	0,0%	13	44,8%	0	0,0%	29
Tournai	3	6,4%	0	0,0%	0	0,0%	1	2,1%	41	87,2%	2	4,3%	47
Turnhout	2	6,9%	3	10,3%	0	0,0%	0	0,0%	24	82,8%	0	0,0%	29
Verviers-Eupen	2	3,6%	3	5,4%	4	7,1%	8	14,3%	39	69,6%	0	0,0%	56
Total général	58	3,7%	185	11,7%	43	2,7%	65	4,1%	1128	71,3%	102	6,5%	1.581

Tableau 6.5 : Infractions « main d'œuvre étrangère - sanction lourde » par cellule et par suite (période : 2013)

CELLULES	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Total
Anvers	4	8,9%	41	91,1%	0	0,0%	0	0,0%	45
Brugge-Veurne	1	6,3%	15	93,8%	0	0,0%	0	0,0%	16
Bruxelles	0	0,0%	148	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	148
Charleroi	1	4,0%	24	96,0%	0	0,0%	0	0,0%	25
Dendermonde	0	0,0%	28	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	28
Gent	0	0,0%	36	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	36
Halle-Vilvoorde	2	8,7%	20	87,0%	1	4,3%	0	0,0%	23
Huy	0	0,0%	13	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	13
Kortrijk-Ieper	0	0,0%	22	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	22
Liège	2	7,7%	24	92,3%	0	0,0%	0	0,0%	26
Limburg	1	2,9%	33	97,1%	0	0,0%	0	0,0%	34
Louvain	2	11,1%	16	88,9%	0	0,0%	0	0,0%	18
Luxembourg	0	0,0%	3	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	3
Mechelen	2	22,2%	7	77,8%	0	0,0%	0	0,0%	9
Mons	0	0,0%	21	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	21
Namur	0	0,0%	13	86,7%	0	0,0%	2	13,3%	15
Nivelles	0	0,0%	18	94,7%	0	0,0%	1	5,3%	19
Oudenaarde	0	0,0%	6	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	6
Tournai	0	0,0%	10	90,9%	1	9,1%	0	0,0%	11
Turnhout	0	0,0%	10	90,9%	1	9,1%	0	0,0%	11
Verviers-Eupen	0	0,0%	24	80,0%	6	20,0%	0	0,0%	30
Total général	15	2,7%	532	95,2%	9	1,6%	3	0,5%	559

Tableau 6.6 : Infractions « main d'œuvre étrangère - sanction légère » par cellule et par suite (période : 2013)

CELLULES	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Total
Anvers	0	0,0%	8	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	8
Brugge-Veurne	0	0,0%	6	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	6
Bruxelles	1	3,1%	31	96,9%	0	0,0%	0	0,0%	32
Charleroi	0	0,0%	4	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	4
Dendermonde	0	0,0%	11	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	11
Gent	0	0,0%	10	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	10
Halle-Vilvoorde	0	0,0%	4	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	4
Huy	0	0,0%	1	50,0%	1	50,0%	0	0,0%	2
Kortrijk-Ieper	0	0,0%	7	87,5%	0	0,0%	1	12,5%	8
Liège	1	10,0%	9	90,0%	0	0,0%	0	0,0%	10
Limburg	3	17,6%	13	76,5%	0	0,0%	1	5,9%	17
Louvain	0	0,0%	10	90,9%	0	0,0%	1	9,1%	11
Luxembourg	1	25,0%	3	75,0%	0	0,0%	0	0,0%	4
Mechelen	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Mons	0	0,0%	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	2
Namur	1	50,0%	1	50,0%	0	0,0%	0	0,0%	2
Nivelles	0	0,0%	1	50,0%	0	0,0%	1	50,0%	2
Oudenaarde	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Tournai	0	0,0%	1	50,0%	1	50,0%	0	0,0%	2
Turnhout	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Verviers-Eupen	0	0,0%	6	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	6
Total général	7	4,9%	131	91,0%	2	1,4%	4	2,8%	144

Tableau 6.7 : Infractions « main d'œuvre étrangère - carte professionnelle » par cellule et par suite (période : 2013)

CELLULES	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Total
Anvers	0	0,0%	4	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	4
Brugge-Veurne	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Bruxelles	0	0,0%	8	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	8
Charleroi	0	0,0%	5	83,3%	1	16,7%	0	0,0%	6
Dendermonde	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Gent	0	0,0%	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	2
Halle-Vilvoorde	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Huy	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	1
Kortrijk-Ieper	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Liège	0	0,0%	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	2
Limburg	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Louvain	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Luxembourg	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	1
Mechelen	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Mons	0	0,0%	0	0,0%	3	75,0%	1	25,0%	4
Namur	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Nivelles	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Oudenaarde	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Tournai	0	0,0%	0	0,0%	1	100,0%	0	0,0%	1
Turnhout	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Verviers-Eupen	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0
Total général	0	0,0%	25	78,1%	6	18,8%	1	3,1%	32

Tableau 6.8 : Infractions Limosa par cellule et par suite (période : 2013)

CELLULES	Avertissement		Pro Justitia		Rapport pénal		Autre traitement		Total
Anvers	8	72,7%	3	27,3%	0	0,0%	0	0,0%	11
Brugge-Veurne	0	0,0%	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	2
Bruxelles	0	0,0%	41	68,3%	0	0,0%	19	31,7%	60
Charleroi	2	8,3%	12	50,0%	10	41,7%	0	0,0%	24
Dendermonde	0	0,0%	2	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	2
Gent	9	39,1%	11	47,8%	1	4,3%	2	8,7%	23
Halle-Vilvoorde	10	76,9%	3	23,1%	0	0,0%	0	0,0%	13
Huy	0	0,0%	6	85,7%	1	14,3%	0	0,0%	7
Kortrijk-Ieper	1	5,0%	8	40,0%	0	0,0%	11	55,0%	20
Liège	0	0,0%	26	83,9%	0	0,0%	5	16,1%	31
Limburg	19	33,3%	12	21,1%	6	10,5%	20	35,1%	57
Louvain	6	27,3%	0	0,0%	0	0,0%	16	72,7%	22
Luxembourg	5	9,8%	42	82,4%	2	3,9%	2	3,9%	51
Mechelen	2	12,5%	0	0,0%	0	0,0%	14	87,5%	16
Mons	0	0,0%	14	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	14
Namur	1	1,9%	48	90,6%	3	5,7%	1	1,9%	53
Nivelles	0	0,0%	5	71,4%	0	0,0%	2	28,6%	7
Oudenaarde	0	0,0%	9	100,0%	0	0,0%	0	0,0%	9
Tournai	1	3,7%	19	70,4%	3	11,1%	4	14,8%	27
Turnhout	3	37,5%	5	62,5%	0	0,0%	0	0,0%	8
Verviers-Eupen	0	0,0%	51	98,1%	1	1,9%	0	0,0%	52
Total général	67	13,2%	319	62,7%	27	5,3%	96	18,9%	509

Tableau 7 : Infractions par contrôle, toutes matières et « travail au noir », par cellule (période : 2013)

CELLULES	Contrôles	Infractions		Nombre moyen d'infractions par contrôle		Communication IPSS	Contrôles positifs	
		Toutes matières	Travail au noir	Toutes matières	Travail au noir		Nombre	%
Anvers	1.083	558	494	0,5	0,5	2	353	33%
Brugge-Veurne	757	364	298	0,5	0,4	2	203	27%
Bruxelles	1.309	1.121	1.028	0,9	0,8	57	676	52%
Charleroi	557	501	418	0,9	0,8	39	268	48%
Dendermonde	686	250	237	0,4	0,3	2	168	24%
Gent	610	285	241	0,5	0,4	4	170	28%
Halle-Vilvoorde	672	333	227	0,5	0,3	4	192	29%
Huy	317	217	177	0,7	0,6	0	114	36%
Kortrijk-Ieper	707	308	283	0,4	0,4	0	194	27%
Liège	1.228	737	707	0,6	0,6	12	364	30%
Limburg	1.893	818	742	0,4	0,4	43	564	30%
Louvain	736	520	380	0,7	0,5	9	208	28%
Luxembourg	365	326	262	0,9	0,7	10	169	46%
Mechelen	430	166	152	0,4	0,4	10	148	34%
Mons	464	294	270	0,6	0,6	32	242	52%
Namur	483	425	354	0,9	0,7	20	220	46%
Nivelles	412	315	270	0,8	0,7	9	194	47%
Oudenaarde	238	98	93	0,4	0,4	2	64	27%
Tournai	490	285	220	0,6	0,4	14	189	39%
Turnhout	680	212	184	0,3	0,3	1	194	29%
Verviers-Eupen	453	285	261	0,6	0,6	22	184	41%
Total général	14.570	8.418	7.298	0,6	0,5	294	5.078	35%

Tableau 8 : Infractions par contrôle, toutes matières et « travail au noir », par secteur (période : 2013)

SECTEURS	Contrôles	Infractions		Nombre moyen d'infractions par contrôle		Communication IPSS	Contrôles positifs	
		Toutes matières	Travail au noir	Toutes matières	Travail au noir		Nombre	%
Construction	4930	1781	1613	0,4	0,3	50	1853	38%
HORECA	3618	3596	3106	1,0	0,9	134	1701	47%
Commerce de détail	1580	855	718	0,5	0,5	44	421	27%
Industrie manufacturière	686	379	308	0,6	0,4	2	176	26%
Transports	524	198	174	0,4	0,3	2	108	21%
Agriculture, sylviculture & pêche	464	180	154	0,4	0,3	4	92	20%
Activités liées à l'emploi	386	128	111	0,3	0,3	0	92	24%
Nettoyage	470	338	308	0,7	0,7	5	168	36%
Activités de services administratifs et de soutien	304	127	117	0,4	0,4	4	65	21%
Garages	228	176	147	0,8	0,6	9	82	36%
Arts, spectacles & activités récréatives	243	104	86	0,4	0,4	4	49	20%
Commerce de gros	327	159	123	0,5	0,4	23	75	23%
Autres activités de services	374	250	205	0,7	0,5	5	106	28%
Autres	436	147	128	0,3	0,3	8	90	21%
Total général	14570	8418	7298	0,6	0,5	294	5078	35%

Définition : Contrôles positifs

Un contrôle est positif quand il a donné lieu à au moins un constat renseigné avec un des codes repris ci-dessous.

A) **Matières déterminées : DIMONA, TEMPS-PARTIEL, SECURITE SOCIALE, CHOMAGE, TRAVAILLEURS ETRANGERS et LIMOSA**

1. Avertissement > NON
2. Pro justitia > OUI (**Code 2**)
3. Rapport pénal > NON
4. Autre traitement > NON
5. Infraction chômage transmise directement par le service d'inspection de l'ONEm à son service litige sans pro justitia > OUI (**code 5**)
6. Information chômage vers l'ONEm ou vers l'Auditorat du travail par un service autre que l'ONEm > OUI (**code 6**)
7. Rapport 30bis avec manquement constaté (absence de notification de chantier ou d'un sous-traitant occupé sur le chantier) ou nécessitant une enquête approfondie (manquement soupçonné) auprès de l'entrepreneur principal, de l'entrepreneur contrôlé ou du commettant > OUI (**code 7**)

B) **Infractions constatées lors du contrôle par les services d'inspection de l'INAMI ou de l'INASTI ou transmises à l'INAMI, l'INASTI ou l'ONP par un autre service d'inspection**

ONP > OUI (**code B**)

INAMI > OUI (**code C**)

INASTI > OUI (**code D**)